

# LA PRESSE AFFAIRES

**BLOGUE** 

La bulle de l'essence va éclater. Lisez le blogue de Sophie Cousineau sur [lapresseaffaires.com/cousineau](http://lapresseaffaires.com/cousineau)

**BOURSE**





Richard Dufour prend le pouls des marchés financiers au quotidien sur [cyberpresse.ca/dufour](http://cyberpresse.ca/dufour)



**ROLLS-ROYCE INVESTIT À MONTRÉAL**  
PAGE 9

Michel Toutant, président de Rolls-Royce Canada

**HAUSSE DES VENTES AU DÉTAIL**  
LES CAISSES ENREGISTREUSES ONT SONNÉ EN 2007  
PAGE 6

 <b>S&amp;P/TSX</b> 14 758,57 +35,21 (+0,24%)	 <b>TSX CROISSANCE</b> 2718,75 +12,38 (+0,46%)	 <b>QUÉBEC 30</b> 1209,23 -0,01 (0,00%)	<b>DOW JONES</b> FERMÉ	 <b>DOLLAR</b> 100,81 ¢US -0,38 ¢
--	---	--	---------------------------	--

**Les banques de retour au confessionnal**  
**Toronto-Dominion sera moins touchée par le subprime**

**BLOOMBERG**  
La décision prise il y a trois ans par Edmund Clark, PDG de la Banque Toronto-Dominion, de se débarrasser des titres de dette liés aux prêts hypothécaires à risque, des produits « allant contre le bon sens », pourrait s'avérer encore avantageuse cette semaine.

La troisième banque en importance au Canada évitera probablement des dépréciations sur des valeurs liées aux subprimes (prêts hypothécaires à risque) lorsqu'elle dévoilera les résultats de

« Ed Clark est un homme brillant. On doit absolument lui rendre hommage de ne pas s'être laissé emporter par la frénésie des prêts hypothécaires à risque. »

son deuxième trimestre demain. Cela contraste avec la situation de ses cinq concurrents, dont la Banque Royale et la Scotia, qui sont susceptibles de faire état d'une somme combinée de 4 milliards de dollars en dépréciations et en pertes de crédit, ce qui s'ajoutera aux 6,6 milliards radiés au cours des trois trimestres précédents.

« Ed Clark est un homme brillant », lance David Baskin, président de Baskin Financial

Services, à Toronto, qui gère des actifs d'environ 400 millions, y compris des actions de la TD. « On doit absolument lui rendre hommage de ne pas s'être laissé emporter par la frénésie des prêts hypothécaires à risque », ajoute-t-il.

Selon Robert Sedran, analyste de la Financière Banque Nationale, les bénéfices de la TD avant éléments non récurrents ont probablement augmenté de 3,7 % au deuxième trimestre, alors que les profits des banques canadiennes concurrentes auront baissé d'une moyenne de 5 %. Ce serait la plus forte baisse en environ six ans. Les prêteurs commencent à divulguer leurs résultats aujourd'hui, et les premiers à le faire seront la Banque de Montréal, quatrième au pays au chapitre des actifs, et la Scotia, la deuxième.

M. Clark, 60 ans, a annoncé en mai 2005 que la Banque Toronto-Dominion allait renoncer aux produits structurés, qui comprennent des titres adossés à des créances obligataires et des produits dérivés sur les taux d'intérêt. Cette décision s'inscrivait dans la stratégie de la banque de se concentrer sur le secteur des services bancaires grand public après que des prêts à des entreprises de télécommunications comme Teleglobe et XO Communications eurent provoqué la première perte annuelle de l'entreprise en 2002.

» Voir **BANQUES** en page 4

## QUI RETARDE L'AUTO ÉLECTRIQUE?

Avec de l'électricité abondante et à bon prix, le Québec aurait pu être un terrain fertile pour le développement des nouvelles générations de voitures tout électriques. Mais loin de favoriser l'éclosion de cette nouvelle industrie, le Québec tarde encore à ouvrir son réseau routier à ce type de voitures. **PAGES 2 ET 3**



## Railpower construira ses locomotives

**VINCENT BROUSSEAU-POULIOT**

Pourquoi faire ailleurs ce qu'on peut faire chez soi?

Railpower Technologies ne se posera bientôt plus la question. À partir de janvier prochain, l'entreprise québécoise construira ses locomotives hybrides dans sa nouvelle usine à Saint-Jean-sur-Richelieu.

En créant 125 emplois, Railpower espère ainsi en finir avec la sous-traitance. Cette année, l'entreprise dont le siège social est à Brossard supervise la construction de 65 locomotives hybrides chez des sous-traitants américains. Une dizaine d'autres locomotives sont

assemblées chez des sous-traitants de la région montréalaise.

« Certains clients potentiels ne voulaient pas faire affaire avec nous car ils nous reprochaient de ne pas avoir suffisamment de contrôle sur notre production, de tout donner en sous-traitance, dit José Mathieu, PDG de Railpower. Nous voulons nous rapprocher de notre siège social afin que notre équipe de conception puisse travailler de concert avec l'équipe de fabrication. »

Avec sa nouvelle usine, Railpower a bon espoir de faire passer son carnet de commandes de 75 à 200 locomotives par année d'ici trois à cinq ans.

» Voir **RAILPOWER** en page 4

### VINCENT LACROIX ENCORE PUNI

La Chambre de la sécurité financière pourrait retirer à l'homme d'affaires son permis d'exercer le métier de courtier en épargne collective.

PAGE 7

### L'ALBERTA EST RICHE, MAIS PEUT-ÊTRE PLUS POUR LONGTEMPS

La chronique de Claude Picher,

PAGE 5

### TALISMAN INTÉRESSE LES CHINOIS

L'action de l'entreprise canadienne a pris de l'altitude hier, sur les rumeurs que la société pétrolière chinoise CNOOC serait intéressée à en faire l'acquisition.

PAGE 11


**CECI N'EST PAS UNE ANNONCE!**

	LOCATION 36 MOIS	LOCATION 48 MOIS	ACHAT 60 MOIS 0
<b>NOUVEAU PRIX!</b>			
<b>FOCUS</b>	259\$/MOIS	229\$/MOIS	
<b>FUSION</b>	289\$/MOIS	262\$/MOIS	
<b>MUSTANG CONVERTIBLE</b>	429\$/MOIS	399\$/MOIS	
<b>FORD EDGE</b>	449\$/MOIS	439\$/MOIS	
<b>FORD ESCAPE</b>	349\$/MOIS	319\$/MOIS	
<b>F150 4X4 SUPERCAB</b>	329\$/MOIS	389\$/MOIS	
<b>RANGER 2X4 CAB. RÉG.</b>	269\$/MOIS		
<b>0\$ COMPTANT*</b>	<b>0\$ COMPTANT*</b>	<b>0\$ COMPTANT*</b>	<b>0\$ COMPTANT*</b>

**NOUVEAU!**  
FORD GABRIEL REPREND VOTRE LOCATION SANS PÉNALITÉS!  
TOUTES LES MARQUES. APPLICABLE SUR LES BAUX FINISSANT AVANT LE 1ER AOÛT 2008.

**SEULEMENT CHEZ FORD LINCOLN GABRIEL**  
(514) 487-7777  
C'EST VOTRE PAIEMENT POINT FINAL!

**Ford LINCOLN Gabriel**  
7100, Saint-Jacques Ouest  
Montréal  
www.fordlincolngabriel.com  
(514) 487-7777

propulsée par vous 

\*Offres de location de 36 ou 48 mois avec 0\$ comptant initial sur les véhicules 2008 énumérés, en version de base, neufs et sur commande seulement. Taxes incluses. Transport et préparation en sus. \*\*Ford Lincoln Gabriel rachète votre location finissant avant le 1er août 2008 et d'une balance maximale de 1500\$ incluant taxes. Certaines conditions s'appliquent. Ces offres sont sujettes à l'approbation du crédit. Photo à titre indicatif seulement. Offres d'une durée limitée pouvant être annulées ou modifiées en tout temps sans préavis. Détails chez Ford Lincoln Gabriel.

# EN ATTENDANT LA VOITURE ÉLECTRIQUE

# QUI RETARDE LA VOITURE ÉLECTRIQUE ?

Aucune voiture tout électrique n'a encore droit de cité au Québec, et ce n'est pas un complot des pétrolières



HÉLÈNE BARIL

La demande pour des voitures tout électriques croît au même rythme que le prix du plein d'essence. Au royaume de l'électricité, on croyait pouvoir participer à cette révolution du transport individuel, mais le temps passe et l'espoir de rouler dans un véhicule électrique partiellement ou totalement québécois se dégonfle.

Hydro-Québec et son moteur électrique n'ont pas remporté l'appel d'offres de la société des postes française, qui aurait pu ouvrir la porte à la commercialisation tant attendue de cette invention qui a quand même plus de 20 ans d'âge.

La suite de l'histoire est plutôt incertaine. « On continue de chercher des partenaires », se contente de dire la société d'État.

Hydro n'a rien fait de bon non plus avec ses batteries « révolutionnaires » au lithium-polymère. Avestor, l'entreprise mise sur pied pour commercialiser cette invention, a presque fait faillite avant d'être vendue pour pas cher au géant français Bolloré.

La ZENN, voiture électrique conçue au Canada et dont l'assemblage final se fait à Saint-Jérôme, est toujours interdite sur les routes du Québec, une anomalie que le magazine britannique *The Economist* a relevée dernièrement.

Une des seules voitures tout électrique disponible ici, la ZENN ne peut pas rouler sur nos routes à cause de sa vitesse maximale trop basse, soit moins de 50 kilomètres à l'heure. D'autres études sur la sécurité de ce type de voitures doivent

Ça va changer, dit Daniel Desharnais, le porte-parole de la ministre des Transports du Québec, Julie Boulet, qui rappelle qu'une loi adoptée en novembre dernier ouvre la porte à l'expérimentation des véhicules verts sur les routes du Québec. « On aura bientôt des annonces de projets-pilotes à faire, incluant les véhicules électriques basse vitesse en milieu urbain, dans les zones où la vitesse ne dépasse pas 50 kilomètres à l'heure. »

Réponse, parce qu'il en faut d'autres. « Les études qui ont été faites étaient très circonscrites, ça n'a jamais été testé au niveau de la sécurité routière », assure Daniel Desharnais.

Ce n'est qu'une fois que ces nouveaux projets-pilotes auront été réalisés et analysés que le gouvernement québécois décidera du sort des petites voitures électriques.

Des délais sont donc à prévoir, alors que selon le Ceveq, « cette question aurait pu être réglée il y a cinq ans ».

En attendant, les automobilistes excédés d'avoir à casser leur tirelire pour pouvoir faire le plein se tournent vers les voitures hybrides. Les quelques modèles disponibles se vendent bien. La Toyota Prius, la plus populaire des hybrides, exige deux mois

d'attente, selon un gros concessionnaire de Montréal. Toyota vend actuellement plus de Prius en un mois que pendant les trois premières années de vente de ce modèle au Canada.

L'offre de modèles hybrides va augmenter au cours des prochaines années. Honda annonce un modèle hybride plus petit et moins cher que la Civic hybride qui sera vendu au Canada et aux États-Unis en 2009.

**« Les études qui ont été faites étaient très circonscrites, ça n'a jamais été testé au niveau de la sécurité routière. »** – Daniel Desharnais, porte-parole de la ministre des Transports du Québec

être réalisées avant qu'elles obtiennent l'homologation requise par Transports Canada pour être vendue ici.

À cause de sa taille et de sa faible vitesse, la ZENN pourrait être la solution pour les travailleurs urbains qui ne parcourent que de petites distances. Un peu comme un scooter, mais en mieux. Pourquoi le scooter a-t-il droit de cité sur les routes et pas les voitures comme la ZENN ?

#### Des études

Des projets-pilotes, ça fait des années que le Centre d'expérimentation des véhicules électrique du Québec en fait. « Le véhicule électrique à basse vitesse, on l'a déjà étudié de long en large », dit son directeur général, Pierre Lavallée. Certaines des études ont même été faites en collaboration avec le ministère des Transports du Québec. Pourquoi en faut-il d'autres ?

## Des Mazda 3 qui roulent à l'électricité

HÉLÈNE BARIL

En attendant des voitures électriques plus abordables et plus performantes, Loïc Daignault a décidé de faire quelque chose pour la planète, et pour le portefeuille.

Son entreprise, Voitures électriques, convertit des voitures traditionnelles en véhicules électriques qu'il est possible de brancher chez soi pour en recharger les batteries. Les voitures ainsi converties n'ont aucune restriction de circulation sur le réseau routier.

Ce jeune ingénieur a choisi la Mazda 3, une voiture populaire avec un bon rapport qualité-prix. Il achète les véhicules usagés de quelques années, les convertit et les revend à un prix variant entre 20 000 \$ et 25 000 \$.

Le véhicule modifié se passe complètement de pétrole et peut rouler à une vitesse maximale de 120 à 140 km/h. Il est équipé de batteries ordinaires qui assurent une autonomie de 100 kilomètres. Des batteries au lithium-ion pourraient quadrupler cette autonomie, mais le coût serait prohibitif, explique-t-il. « Mon objectif, c'est d'entrer sur le marché avec un produit abordable ».

Les batteries restent le point faible des voitures électriques. Elles sont soit hors de prix, comme les batteries au lithium-ion, soit très encombrantes. Les batteries ordinaires installées dans les Mazda 3 de Loïc Daignault, 24 au total, occupent tout le coffre arrière de la voiture.

Ça peut être un inconvénient, reconnaît-il, mais son marché cible, ce sont les gens qui prennent leur voiture tous les jours pour aller travailler, et qui ne se servent jamais du coffre de toute façon.

L'autre inconvénient de ses Mazda, c'est leur autonomie de seulement 100 kilomètres. Encore là, l'ingénieur n'y voit pas un problème majeur. « La majorité des gens font moins de 30 kilomètres par jour pour aller travailler », dit-il.

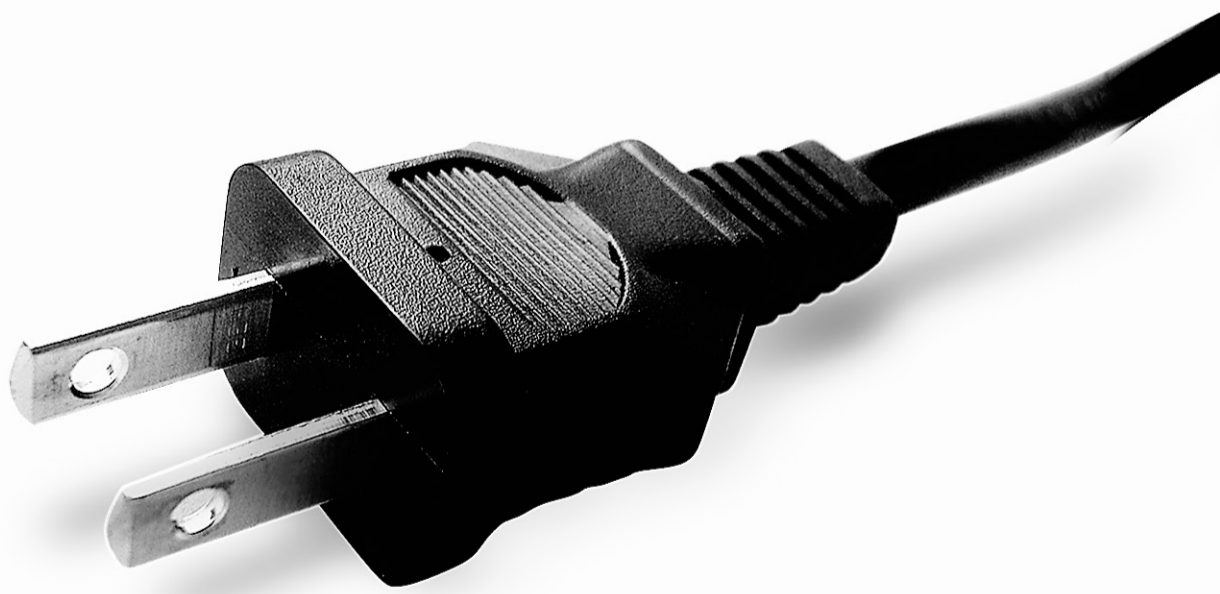
La batterie peut être branchée dans n'importe quelle prise électrique et ne nécessite pas de changement au système électrique. « C'est comme un *toaster* », illustre l'ingénieur.

Loïc Daignault a commencé en 2006 à transformer son idée en entreprise. Il est maintenant fin prêt, et n'attend plus que son permis de commerçant de voitures usagées pour se lancer en affaires. Une question de semaines, selon lui.

COÛT POUR PARCOURIR 20 000 KILOMÈTRES PAR ANNÉE AVEC UNE MAZDA 3

ESSENCE: 2400 \$

ÉLECTRICITÉ: 240 \$



#### DES EXEMPLES DE PRIX



PRIUS  
29 500 \$



HONDA CIVIC HYBRIDE  
26 350 \$



ZENN  
19 000 \$ US

## EN ATTENDANT LA VOITURE ÉLECTRIQUE

## WASHINGTON



PHOTO AFP

## SAN FRANCISCO



## LONDRES



PHOTO AFP

PHOTO REUTERS

## Se brancher pour faire le plein

Des chercheurs tentent d'accélérer le temps de recharge

HÉLÈNE BARIL

Un jour, ça arrivera. La pompe à essence côtoiera les prises de courant dans les stations-services. Les détaillants indépendants du Québec commencent déjà à y penser.

« Les indépendants pourraient être les premiers à commercialiser la recharge électrique, que les grandes pétrolières voient sans doute d'un très mauvais œil, souligne l'Association québécoise des indépendants du pétrole dans le plus récent message à ses membres. Si l'occasion se présente, assurons-nous d'être les premiers à combler les besoins des consommateurs qui voudront faire le plein d'électricité. »

Les indépendants, comme Harnois ou Crevier, sont des

détaillants d'essence qui ne sont pas liés à une grande pétrolière et qui sont présents dans toutes les régions du Québec.

L'acceptation des véhicules électriques par M. et M<sup>me</sup> Tout-le-monde dépend de la facilité avec laquelle les batteries pourront être rechargées. Un véhicule qui sert uniquement aux allers-retours au travail peut être branché sans problème à la maison, mais pour franchir de longues distances, il faut pouvoir compter sur des bornes d'alimentation sur les routes.

Autre problème, il faut de 8 à 12 heures pour recharger des batteries conventionnelles, ce qui limite grandement l'autonomie des voitures électriques.

Des solutions à ce problème commencent à apparaître. Project

Better Place, une entreprise de Californie, propose de louer véhicules et batteries et de mettre en place une infrastructure d'alimentation. L'automobiliste paie-

**L'acceptation des véhicules électriques par M. et M<sup>me</sup> Tout-le-monde dépend de la facilité avec laquelle les batteries pourront être rechargées.**

rait un abonnement à coût fixe, un peu comme les utilisateurs de téléphones cellulaires, pour un service de transport tout com-

pris. L'entreprise se chargerait de mettre en place des stations d'alimentation où il serait possible d'échanger sa batterie vide contre une chargée, ce qui ne prend pas plus de temps de que de faire le plein d'essence.

Deux pays, Israël et le Danemark, ont accepté de tenter cette expérience avec une voiture électrique fabriquée par Renault-Nissan. Les premiers véhicules électriques seront disponibles dans les deux pays en 2011.

Selon des analystes de la Deutsche Bank, ce modèle d'affaires serait viable dans des pays plus grands, comme les États-Unis, à un prix de 550 \$US par mois pour rouler 18 000 milles par année (30 000 kilomètres).

D'autres modèles d'affaires proposent de louer les batteries seulement, qui pourraient être rechargées ou échangées dans les stations-services existantes.

Partout dans le monde, des ingénieurs travaillent à l'amélioration des batteries et de nouveaux produits plus efficaces et moins chers sont sur le point d'apparaître sur le marché.

À Québec, le fabricant américain Enersys a entrepris de tester sa batterie au lithium-ion de nouvelle génération, qui peut être rechargée en la branchant à une prise électrique normale. Enersys a choisi Québec à cause de son climat froid et du faible coût de l'électricité. Les tests devraient durer quatre ans.

# LA PRESSE AFFAIRES

## À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

**MARDI 27 MAI**  
Ventes de maisons neuves (États-Unis)  
avril: -0,8% mars: -8,5%  
Banque de Montréal BPA 2T: 1,22\$  
Banque Scotia BPA 2T: 1,01\$

**MERCREDI 28 MAI**  
Banque Laurentienne BPA 2T: 80¢  
Banque Toronto-Dominion BPA 2T: 1,39\$  
Sears BPA 1T: 9¢

**JEUDI 29 MAI**  
Banque Nationale BPA 2T: 1,34\$  
Banque Royale BPA 2T: 1,00\$  
CIBC BPA 2T: 1,76\$

**VENDREDI 30 MAI**  
PIB (Canada) 1 trim.: 0,6% 4 trim.: 0,8%  
Bombardier BPa 1T: 9¢  
GLV BPA 4T: 8¢

**LUNDI 2 JUIN**  
Indice ISM manufacturier (États-Unis) mai: 49,0 avril: 48,6  
Lululemon BPA 1T: 12¢US

**MARDI 3 JUIN**  
Commandes industrielles (États-Unis) avril: 0,2% mars: 1,3%

Source: Bloomberg

### POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9  
lpa@lapresseaffaires.com

## SUDOKU

		6	5	4				
8		4						1
				7		8		
	2		1			5		
	7				3			
							4	8
	4	7		8			5	9
3	1		9	2		6		

Niveau de difficulté : MOYEN

1023

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

### Solution du dernier sudoku

5	4	1	9	8	7	3	2	6
2	8	3	6	1	5	4	9	7
9	7	6	2	3	4	5	8	1
7	9	4	3	6	2	1	5	8
8	6	5	7	9	1	2	3	4
3	1	2	4	5	8	6	7	9
1	5	9	8	2	6	7	4	3
4	2	8	1	7	3	9	6	5
6	3	7	5	4	9	8	1	2

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site [www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com) ou écrivez-nous à [info@les-mordus.com](mailto:info@les-mordus.com)

Par Fabien Savary 1022

# Toronto-Dominion sera moins touchée par le subprime

## BANQUES

suite de la page 1

Les autres banques canadiennes ont fait preuve de moins de prudence. Le 14 mai dernier, la Banque Royale a annoncé qu'elle procéderait à une dépréciation de 855 millions sur ses investissements dans des titres de dette, ce qui s'ajoute aux 430 millions inscrits au premier trimestre. La banque fera connaître ses résultats du deuxième trimestre ce vendredi.

La Banque Nationale, qui a procédé à une dépréciation de 25% de la valeur de son portefeuille de papier commercial au trimestre précédent, publiera ses résultats jeudi. Des analystes s'attendent à ce qu'une autre dépréciation pouvant atteindre 300 millions soit annoncée à cette occasion.

De plus, selon Sumit Malhotra, analyste de Merrill Lynch, la Scotia et la Banque de Montréal

pourraient annoncer des dépréciations d'environ 200 millions US au deuxième trimestre, alors que les coûts à la Banque CIBC, cinquième prêteur en importance au pays, pourraient atteindre 2 milliards. La Banque CIBC a déjà effectué plus de dépréciations que toute autre banque canadienne, y compris 3,38 milliards au cours du trimestre terminé le 31 janvier.

Il reste que la Banque Toronto-Dominion n'est pas à l'abri des coups durs. La croissance économique plus lente au Canada pourrait se traduire par un bond de 26% des provisions pour créances douteuses au cours du présent trimestre, d'après des estimations de Darko Mihelic, analyste de CIBC Marchés mondiaux. En outre, les bénéfices de la division TD Securities sont susceptibles de chuter de 30%, ajoute M. Mihelic, en raison du marché des fusions au Canada le moins actif en quatre ans.

Enfin, certains investisseurs s'inquiètent de ce que le rachat, le mois dernier, de Commerce Bancorp, du New Jersey, au prix de 7,5 milliards, n'accroisse les risques de prêt. Ce rachat permet à la banque de doubler ses opérations aux États-Unis, ajoutant environ 460 établissements dans neuf États.

Le titre de la TD a profité du fait que la banque a pu éviter les dépréciations puisqu'il a progressé d'environ 1% depuis le 1<sup>er</sup> août 2007, au moment où les pertes liées aux prêts hypothécaires à risque ont commencé à s'accumuler.

Au cours de la même période, les neuf membres du sous-indice bancaire de Standard & Poor's/TSX ont accusé un recul de 9,2%.

Hier, l'action de la Banque Toronto-Dominion a gagné 19 cents, à 68,55\$, à la Bourse de Toronto.



PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE

Le titre de la Banque TD a profité du fait que la banque a pu éviter les dépréciations puisqu'il a progressé d'environ 1% depuis le 1<sup>er</sup> août 2007, au moment où les pertes liées aux prêts hypothécaires à risque ont commencé à s'accumuler. Sur la photo, Edmund Clark, PDG de la Banque TD.

# Railpower construira ses locomotives

## RAILPOWER

suite de la page 1

Mais son optimiste s'explique aussi par le fait qu'elle flaire un marché –les locomotives de marchandises peu énergivores– appelé à exploser au cours de la prochaine décennie.

Aux États-Unis, les premières normes environnementales dans le secteur du transport ferroviaire

de marchandises ont été adoptées en 2000, l'année de fondation de Railpower. Les normes de l'Agence américaine de protection de l'environnement ne s'appliquent pas encore aux locomotives construites avant l'an 2000, qui ont une durée de vie illimitée. Mais la situation changera à partir de 2011, alors que ces vieilles locomotives devront graduellement devenir moins polluantes.

« Sur une dizaine d'années, toute la flotte de trains de marchandises devra donc respecter les règles environnementales », dit M. Mathieu, ancien cadre de Bombardier Transport.

Le savoir-faire développé par Railpower, qui installe une série de petits moteurs moins polluants sur un vieux châssis de locomotive, deviendra alors recherché. Et payant. Actuellement, chaque locomotive verte de gare de triage –une « Green Goat » en langage ferroviaire– se vend 1,4 million de dollars.

Même si les moteurs de Railpower fonctionnent toujours au diesel, ils entraînent une réduction de 45% de la consommation de carburant. Ils émettent aussi seulement 10% des gaz à effet de serre des locomotives polluantes construites au siècle

dernier, qui constituent encore les deux tiers du parc de locomotives nord-américain. « Nos moteurs génèrent de l'électricité à partir du diesel de façon plus efficace que les anciens moteurs polluants », dit M. Mathieu.

Pourquoi pas une locomotive de marchandises fonctionnant entièrement à l'électricité? Impossible, répond le grand patron de Railpower. « Les compagnies de chemins de fer fonctionnent au diesel, dit M. Mathieu. Elles ne veulent rien savoir des carburants exotiques (comme l'électricité). »

De toute façon, Railpower en a déjà plein les bras présentement avec la construction de la première phase de sa nouvelle usine, qui coûtera 17 millions de dollars et qui commencera le mois prochain. Le gouvernement québécois accordera une subvention de 2,5 millions de dollars à Railpower. La caisse de retraite ontarienne Teachers' investira quant à elle 20 millions dans le

projet par l'entremise d'un placement privé.

En conférence de presse hier matin, José Mathieu a expliqué les raisons qui l'ont fait pencher en faveur de Saint-Jean-sur-Richelieu: la proximité de son siège social à Brossard, la présence d'un réseau ferroviaire et les taxes « raisonnables » –une remarque qui a fait s'esclaffer son auditoire composé de notables locaux et de politiciens municipaux.

En dépit de l'annonce d'hier, le carnet de commandes de Railpower n'a pas augmenté. C'est plutôt son titre qui est monté en flèche à la Bourse de Toronto, terminant la séance en hausse de 87,5% (35 cents) par rapport à son cours de vendredi dernier. L'action de Railpower, qui valait 75 cents à la fermeture hier, s'est appréciée de 38,9% depuis le début de l'année. Avant sa montée spectaculaire hier, l'action avait fléchi de 36,5% sur les marchés boursiers en 2008.

**AFFAIRES** 700

**715 FINANCEMENT**  
PRÊTEZ votre argent intérêt  
7% 26/39 mois. **Découpez l'annonce**  
FINANCIÈRE PRÊTEBEC 450-688-7217

**AVIS** 800

**801 AVIS LÉGAUX**  
AVIS de Cessation Définitive D'exercer  
M. Neil Jonas ing. a cessé définitivement d'exercer sa profession d'ingénieur conseil. À partir du 1<sup>er</sup> mai 2008, M. Gilles L'Écuyer ing. d' **EXPERTS-CONSEILS L'ÉCUYER DAOUST INC.** agira comme cessionnaire et prendra possession des dossiers de Neil Jonas ing. en accord avec la réglementation de l'ordre des ingénieurs du Québec. Les clients de **NEIL JONAS EXPERTS CONSEILS INC.** peuvent communiquer avec Gilles L'Écuyer ing. au 514-342-2730 pour toutes informations concernant leurs projets.

**AVIS de clôture d'inventaire**  
Inventaire des biens succession Anna Gural décédée le 17/09/2007 peut être consulté au 50, Crémazie O. Mtl. #507  
Martin Sansfaçon, notaire

**CANADA PROVINCE DE QUÉBEC** **COUR DU QUÉBEC**  
Chambre de la jeunesse  
District de Hull

Dossier: 550-43-000015-085

À: **ALINE MACNEIL**  
Adresse inconnue

### ORDONNANCE

La Cour vous ordonne de comparaître dans un délai de trente (30) jours à compter de la publication de la présente ordonnance à la Cour du Québec, Chambre de la jeunesse, 17 rue Laurier, 3<sup>e</sup> étage, à Hull (Québec) et vous avise qu'une copie de la déclaration d'admissibilité à l'adoption, concernant l'enfant de sexe masculin né le 4 mars 1994 a été déposée à votre intention au greffe de l'adoption.

Vous êtes avisée qu'à défaut de produire votre comparution ou votre contestation, dans les délais légaux, il pourra être obtenu contre vous un jugement par défaut.

Gatineau, le 13 mai 2008  
Mme Christine Landry  
Greffière-adjointe

**AVIS** 800

**850 AVIS DE DISSOLUTION**  
CHANGEMENT DE NOM

**AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION**  
(Article 37, Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales)  
**PRENEZ AVIS** que la compagnie **9126-7609 QUÉBEC INC.**, ayant son siège social au 670, Fridolin, Laval, province de Québec, H7P 3J7 demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre et à cet effet, a déposé au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, la présente déclaration requise par les dispositions de l'article 37 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.  
Daniel Landry,  
Président

**AVIS DE DISSOLUTION**  
**PRENEZ AVIS** que la compagnie **9089-2464 QUÉBEC INC.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre conformément à la Loi sur les compagnies (Québec).  
Montréal, le 23 mai 2008  
**LAPOINTE ROSENSTEIN S.E.N.C.R.L.**  
Procureurs de la requérante

**AVIS** est donné, par les présentes, que **KENTON INTERNATIONAL INC.** demandera au Registraire des Entreprises du Québec la permission d'obtenir sa dissolution.  
Les procureurs de la compagnie,  
DeGrandpré Chait

**PRENEZ AVIS** que la compagnie **9157-2552 QUÉBEC INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.

**PRENEZ AVIS** que la compagnie **LES PRODUCTIONS DU LIONCEAU INC.** demandera au registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Le siège social de la compagnie est situé à Montréal.  
Montréal, ce 26<sup>ième</sup> jour du mois de mai 2008.  
Pierre H. Tremblay.

**AVIS**  
Nos annonceurs sont priés de noter que toutes leurs annonces doivent être publiées en conformité avec la Loi sur la protection du consommateur, article 242, qui stipule :  
« Aucun commerçant ne peut, dans un message publicitaire, omettre son identité et sa qualité de commerçant. »

# BMW CANBEC

Financement/location **2%** Solde de **démonstrateurs** 0\$ dépôt de sécurité

<b>323i 2008 AUTOMATIQUE</b>	<b>328i 2008 AUTOMATIQUE TOIT OUVRANT</b>
<b>379\$ + TX</b>	<b>449\$ + TX</b>
<b>0\$ ACOMPTÉ / TTP EN SUS</b> <b>0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ</b> STOCK: SAP501 SAP503	<b>0\$ ACOMPTÉ / TTP EN SUS</b> <b>0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ</b> STOCK: 28464

**PLUS DE 30 VÉHICULES DE DÉMONSTRATION PRÊTS À PARTIR**

STOCK # 28741	<b>BMW 128 COUPÉ</b>	NOIR	AUTO/TOIT 2 000 KM
STOCK # 28806	<b>BMW 128 COUPÉ</b>	NOIR	SPORT/TOIT 2 100 KM
STOCK # 28735	<b>BMW 128 CABRIOLET</b>	ARGENT	AUTO/SPORT 1 800 KM
STOCK # 28819	<b>BMW 135 COUPÉ</b>	GRAPHITE	AUTO/TOIT 2 200 KM
STOCK # 28462	<b>BMW 328i</b>	BRONZE	AUTO/PREMIUM 2 300 KM
STOCK # 28113	<b>BMW 328i</b>	BLEU	AUTO/PREMIUM 4 000 KM
STOCK # 28563	<b>BMW 328i</b>	NOIR	AUTO/PREMIUM/GPS 2 500 KM
STOCK # 28809	<b>BMW 335 CAB</b>	GRAPHITE	AUTO/PREM/SPORT 2 100 KM
STOCK # 28769	<b>BMW 335 COUPÉ</b>	GRAPHITE	PREM/GPS 1 800 KM
STOCK # 28165	<b>BMW 528i</b>	GRIS	AUTO 7 800 KM
STOCK # 28070	<b>BMW 535i</b>	GRIS	SPORT/PREMIUM/GPS 5 000 KM
STOCK # 28698	<b>BMW 535Xi</b>	NOIR	AUTO/PREMIUM 2 200 KM
STOCK # 28691	<b>BMW M3</b>	GRAPHITE	SÉRIE M/EXÉCUTIF 4 000 KM
STOCK # 28841	<b>BMW X3 3.0 Si</b>	GRIS	AUTO/TOIT 2 300 KM
STOCK # 28517	<b>BMW X5 3.0Si</b>	BLANC	TECH/SPORT/ACTIVITÉ 2 000 KM
STOCK # 28350	<b>BMW X5 4.8</b>	BLANC	SPORT/20 PO 9 000 KM
STOCK # 28855	<b>BMW X6 3.5</b>	NOIR	SPORT/PREM/ACTIVITÉ 2 200 KM

**BMW Canbec**  
4090, Jean-Talon O., Montréal  
**514-731-7871**

Visitez notre site web : [bmwcanbec.ca](http://bmwcanbec.ca)

# L'Alberta, future province pauvre ?



**CLAUDE  
PICHER**  
LA VIE ÉCONOMIQUE

**V**oilà un titre qui peut sembler proprement inimaginable. L'Alberta, la riche Alberta qui roule sur l'or, pourrait connaître d'importants problèmes financiers d'ici quelques années.

Évidemment, au premier coup d'oeil, rien ne laisse supposer cela. Le gouvernement provincial a complètement éliminé sa dette en 2001. Depuis sept ans, il accumule les surplus; aux dernières nouvelles, il a ainsi amassé une cagnotte de 36 milliards. Ce montant représente essentiellement les excédents budgétaires, et n'a donc rien à voir avec le Heritage Fund, créé dans les années 70 par le gouvernement de Peter Lougheed, et qui est alimenté avec les redevances pétrolières. Ce fonds frise aujourd'hui les 17 milliards.

La province dispose donc d'un solide coussin financier de 53 milliards. Et comme on n'est jamais trop prudent, le gou-

vernement albertain a voté l'an dernier la Fiscal Responsibility Act. La nouvelle loi impose notamment une limite au financement des dépenses à même les redevances pétrolières. Au-delà de ce seuil, toutes les redevances seront versées dans un Fonds de stabilisation.

Dans ces conditions, on peut certainement penser que les finances publiques albertaines, de loin les plus saines au pays, semblent bel et bien à l'abri de n'importe quel coup dur.

Ce n'est pas si certain que cela, constatent les économistes Leslie Shiell et Colin Busby, dans une étude que vient de publier l'Institut C.D. Howe.

Les finances publiques albertaines sont lourdement dépendantes des prix pétroliers et gaziers. L'ensemble des redevances et autres revenus provenant de ce secteur représente 30 % des revenus budgétaires de la province, contre 32 % pour les

impôts sur le revenu des particuliers. Autrement dit, sans le pétrole, l'Alberta devrait doubler le fardeau fiscal de ses citoyens.

Quand les prix sont élevés, comme c'est le cas maintenant, les recettes budgétaires explosent; en fait, entre 1999 et 2006, les redevances pétrolières versées au gouvernement albertain ont augmenté de 152%; la province en a profité pour éliminer sa dette, baisser les impôts et augmenter ses dépenses de programmes de 80%. Mais quand les prix baissent, les recettes baissent et la province doit créer des déficits; on oublie

**Il faudrait que l'Alberta augmente considérablement son effort d'épargne.**

souvent que l'Alberta, qui croule aujourd'hui sous l'opulence, traînerait jusqu'à aussi récemment que 1994 une dette de 13 milliards.

L'instabilité des redevances pétrolières est un problème connu et documenté depuis longtemps. Les auteurs reconnaissent d'ailleurs d'emblée que les gouvernements albertains, depuis 1948, c'est-à-dire depuis qu'on a trouvé les premiers puits de pétrole, ont bien su gérer cette

situation, comme en témoigne son solide coussin financier.

L'avenir est moins rose. Certes, il ne faut pas s'attendre à ce que les prix pétroliers se mettent à reculer prochainement. En revanche, le gouvernement de la province ne peut pas s'attendre à ce que les redevances augmentent de 150% tous les cinq ou six ans.

Si on se place dans une perspective à long terme, les réserves pétrolières de l'Alberta seront épuisées en 2095. S'il veut éviter de frapper un mur, le gouvernement albertain doit trouver le moyen de remplacer ses redevances par des revenus de placement. Pour cela, il lui faudra beaucoup beaucoup d'argent, d'autant plus que l'économie albertaine, hors pétrole, n'est pas très performante: entre 1981 et 2006, si l'on ne tient pas compte des ressources, le taux de croissance annuel moyen de l'économie albertaine se situait à 1,2% seulement. C'est très faible.

Or, les revenus de placement provenant des surplus budgétaires actuels, ainsi que du Heritage Fund, sont largement insuffisants pour remplacer les redevances. Même la nouvelle Fiscal Responsibility Act sera insuffisante.

Selon les projections du C.D. Howe, il faudrait que l'Alberta

augmente considérablement son effort d'épargne. Il lui faudrait commencer dès maintenant à mettre de côté pas moins de 15 milliards par année pendant les cinq prochaines années. Ainsi, au fur et à mesure que les redevances diminueront, elles seront remplacées par des revenus de placement. Mais l'objectif est tellement énorme qu'on voit mal comment le gouvernement pourrait s'y conformer: ces 15 milliards représentent 139% des redevances! Pourtant, sans cela, dans 15, 20, 30 ans, l'Alberta ne vivra plus que sur la nostalgie de sa richesse passée.

Mais il y a pire. Les auteurs basent leurs calculs sur un scénario conventionnel, où les prix du pétrole se maintiennent. Or, sur une aussi longue période, il peut se passer énormément de choses. Les technologies alternatives (voitures moins gourmandes, hybrides ou électriques), le développement d'autres sources d'énergie et de chaleur (éolien, hydroélectricité, nucléaire), les contraintes environnementales de plus en plus exigeantes peuvent bien faire en sorte que la demande de pétrole, et les prix qui vont avec, s'effondrent bien avant l'épuisement de la ressource. Si cela se produit, l'Alberta risque de frapper le mur encore plus tôt.

## Subventions à l'agriculture

### Un texte vu comme une « base solide »

AGENCE FRANCE-PRESSE

**GENÈVE** — Le groupe des 20 pays émergents (G20) a jugé hier que le dernier texte de compromis sur l'agriculture présenté par l'OMC constituait « une base solide sur laquelle bâtir », tout en estimant que les pays industrialisés devaient faire encore plus pour réduire les subventions.

S'exprimant au nom du G20, l'ambassadeur brésilien Clodoaldo Huguency a toutefois souligné qu'il incombait aux pays développés de réduire encore leurs subventions, particulièrement à la lumière de la hausse des prix des produits alimentaires.

« La hausse des prix des produits alimentaires a conduit à un accroissement de l'inquiétude dans les pays en développement concernant la sécurité alimentaire de leurs populations », a-t-il relevé.

« Dans ce contexte, il est plus que jamais impératif de réduire efficacement les niveaux de subventions qui faussent les échanges dans les pays développés. Le niveau actuel des prix des produits alimentaires exigera d'importantes réductions des niveaux de subvention, conformes à l'engagement de procéder à des coupes efficaces », a insisté M. Huguency.

L'OMC a présenté la semaine dernière des nouveaux textes de compromis sur l'ouverture des marchés agricoles et industriels, censés servir de cadre à un possible accord dans le cadre du cycle de Doha, lancé en 2001, mais qui bute sur de nombreuses difficultés.

## EN BREF

### Le ralentissement économique au coeur d'une réunion des ministres

Le ralentissement économique et les moyens d'y faire face devraient être au centre des discussions qu'auront le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, et ses homologues des provinces et territoires au cours de leur rencontre plus tard cette semaine à Montréal. Lors de leur précédente réunion en décembre, le ralentissement économique était attendu, mais il n'a plus rien de théorique à l'heure actuelle: l'économie canadienne a à peine réussi à afficher une croissance de 0,8% au cours du dernier trimestre de 2007 et les chiffres du trimestre suivant devraient être encore plus décevants. Statistique Canada doit publier les données sur la croissance économique du premier trimestre de 2008 vendredi matin, alors que les ministres des Finances entameront leur deuxième et dernier jour de discussions.



Votre entreprise, on en fait notre affaire.



### Services aux entreprises

- **La première banque des entrepreneurs**  
Plus d'entreprises s'en remettent à nos spécialistes pour les aider à développer leurs affaires.
- **Des services bancaires adaptés à votre réalité**  
Une vaste gamme de solutions novatrices conçues spécialement pour les PME.

1 877 394-6611  
bnc.ca/entreprises



# LA PRESSE AFFAIRES

## VENTES AU DÉTAIL

# Une bonne année 2007 mais des soucis en 2008

LAURIER CLOUTIER

Les détaillants viennent généralement de connaître d'excellentes affaires au Canada, surtout dans les provinces du pétrole, à cause de la vigueur du huard et des

importations d'Asie. Cependant, le reste de 2008 s'annonce plus difficile, surtout en Ontario et au Québec, qui paient cher leur essence et perdent des emplois manufacturiers liés aux exportations aux États-Unis.

Le bilan 2007 favorable du commerce de détail, publié hier par Statistique Canada, surprend d'ailleurs Marie-Claude Frigon, associée spécialisée dans ce secteur chez RSM Richter. « Le vent a tourné depuis septembre 2007.

Les résultats ne sont pas à la hauteur. Des détaillants accaparent une plus grande partie de la tarte » aux dépens des autres », dit-elle. Gaston Lafleur, président-directeur général du Conseil

québécois du commerce de détail, prend d'ailleurs aussi « avec un grain de sel » une autre étude publiée hier, celle de la Financière Banque Nationale (FBN), qui évoque « l'heure de gloire du commerce » en raison des marges de profit des détaillants, en hausse quasi continue depuis 2002 à cause du huard et des importations. Il rappelle qu'on ne prévoit aussi qu'une hausse des ventes des détaillants québécois de 3,5 % en 2008, la plus faible croissance depuis 10 ans. Gaston Lafleur est par contre satisfait des ventes au détail de 90,7 milliards de dollars en 2007, en hausse de 4,6 % selon Statistique Canada et en ligne avec ses prévisions (4,5 %).

Marc Pinsonneault, économiste principal de la FBN, réplique qu'au premier trimestre de 2008, les ventes ont augmenté de 5,6 % au Québec. « Ça ne plafonne donc pas, mais le vent tourne », et il s'attend à 4,5 % d'ici la fin de 2008.

Marie-Claude Frigon constate déjà que « c'est très actif au niveau des consultations chez RSM Richter, pour d'éventuelles restructurations, du nettoyage, des fermetures de magasins. Des gens sont inquiets, des dépenses discrétionnaires vont baisser. Des secteurs vont y goûter, mais on va s'alimenter et s'habiller un peu ».

### Déjà un ralentissement

« La croissance des ventes des détaillants canadiens en 2007 ne pourra pas se répéter en 2008, surtout avec le prix actuel de l'essence », souligne aussi la FBN dans son étude. Matthieu Arseneau, analyste principal de la gestion du risque de crédit chez la FBN, « observe d'ailleurs déjà un ralentissement dans les ventes de meubles, des matériaux de rénovation et des vêtements ». Même des secteurs de base, comme l'alimentation, réduisent leurs marges de profit pour s'accaparer de parts de marché, dit-il, et les dépenses discrétionnaires peuvent chuter fortement quand la confiance des consommateurs s'érode.

Par contre, encore au premier trimestre de 2008, la marge bénéficiaire du commerce de détail a atteint un record, selon la FBN.

Statistique Canada a fixé à plus de 412 milliards les ventes des détaillants au Canada en 2007, en hausse de 5,8 %, grâce en particulier aux résultats des magasins en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve. Par contre, l'Ontario arrive dernier de la classe avec une hausse de 3,9 % des ventes des détaillants.



**Choisissez votre accélérateur de rentabilité.**

**Nos téléphones intelligents ont la bosse des affaires. Faites-en plus à plus d'endroits grâce au réseau le plus rapide et le plus vaste à travers l'Amérique du Nord<sup>1</sup>.**

- Envoyez et recevez des courriels grâce à nos forfaits courriel offerts à partir de 15 \$ par mois<sup>2</sup>
- Visualisez et modifiez des documents Microsoft<sup>MD</sup> Office où que vous soyez
- Naviguez sur Internet et gardez le contact en temps réel avec Windows Live<sup>MC</sup> Messenger
- Obtenez des indications routières détaillées grâce à GPS Nav<sup>3</sup>



Téléphone intelligent BlackBerry<sup>™</sup> Curve<sup>™</sup> 8330

**249<sup>95</sup>\$**

avec un contrat de 3 ans<sup>4</sup> (549,95\$ sans contrat)



HTC 6800

**199<sup>95</sup>\$**

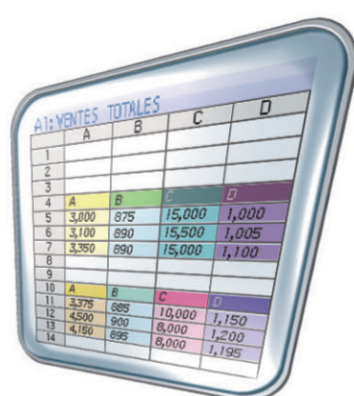
avec un contrat de 3 ans<sup>4</sup> (599,95\$ sans contrat)



LG Rumeur<sup>MC</sup>

**49<sup>95</sup>\$**

avec le rabais de 50 \$ de l'ensemble Amusement avec un contrat de 3 ans<sup>5</sup> (299,95 \$ sans contrat)



Visitez un magasin Bell 1 888 457-7312  
bell.ca/telephonesintelligents



### DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.

\* Modifications aux renseignements déjà publiés.  
A = annuelle ; S = spéciale ; G = générales ; X = supplémentaire ; E = extraordinaire.  
% = annulé ; @ = ajournée.

Raison sociale	Date inscr.	Date d'ass.	Type d'ass
a	Mai 23	Jun30	AGS
Addax Petroleum Corporation	*Mai 16	Jun26	A
Amarillo Gold Corporation	Jun09	Jun07	AS
Anglo Potash Ltd.	Jun03	Jun08	S
Arsenal Energy Inc.	Mai 23	Jun23	AG
Atac Resources Ltd.	Mai 28	Jun02	AG
Athlone Energy Ltd.	Jun11	Jun16	AG
Aurea Mining Inc.	*Mai 15	Jun24	AGS
Avanti Mining Inc.	*Mai 21	Jun09	AG
Avery Resources Inc.	Jun17	Jun17	AS
Baden Technologies Inc.	*Avr 22	Jun11	AG
Blue Parrot Energy Inc.	Mai 30	Jun30	S
Bolero Resources Corp.	Jun03	Jun08	AG
Carlin Gold Corporation	Jun10	Jun16	AG
Cematrix Corporation	Jun09	Jun11	AGS
Chromos Molecular Systems Inc.	Jun10	Jun23	AS
Comprotec Inc.	Mai 20	Jun19	AG
Corp. Ressources Franc-Or	*Mai 16	Jun26	AGS
Corporation Minière Golden Sha	Mai 23	Jun25	AS
Crew Gold Corporation	*Mai 12	Jun27	AGS
Delta Uranium Inc.	*Mai 26	Jun26	AGS
Dragonwave Inc.	Jun16	Jun17	AS
Dynasty Gold Corp.	Mai 26	Jun26	AG
Emerald Isle Resources Inc.	Jun10	Jun09	AG
ETV Technology Inc.	Jun13	Jun18	AG
Frontier Pacific Mining Corp.	*Mai 13	Jun19	G
Golden Odyssey Mining Inc.	Jun09	Jun10	AS
Great Bear Uranium Corp.	Jun02	Jun02	AG
GLG Life Tech Corporation	*Mai 09	Jun17	AGS
Int'l Technologies Corporation	*Mai 26	Jun30	AG
International PBX Ventures	*Mai 26	Jun26	AS
Issacoff Inc.	*Mai 23	Jun27	AGS
Ivana Ventures Inc.	*Mai 21	Jun20	AS
INTERCAP eCommerce Inc.	Jun13	Jun18	AG
JM Capital Corp.	Jun06	Jun08	AS
JNR Resources Inc.	Jun09	Jun28	A
Kenai Resources Ltd.	Jun16	Jun24	AGS
Kootenay Gold Inc.	Jun04	Jun09	AG
Lingo Media Corporation	Jun10	Jun10	AG
Lochard Energy Inc.	Jun16	Jun22	AG
Longford Energy Inc.	*Mai 05	Jun10	AS
Magnata Ventures Inc.	Jun03	Jun08	AG
Magnotta Winery Corporation	*Mai 12	Jun09	A
March Networks Corporation	Jun11	Jun23	AGS
Metals Creek Resources Corp.	Jun02	Jun02	AG
Midnight Sun Capital Corp.	Mai 28	Jun02	AG
Mindoro Resources Ltd.	Jun17	Jun12	AGS
Multivision Communications Cor	*Mai 16	Jun23	AG
Municipal Solutions Group Inc	Mai 28	Jun25	AG
MPVC Inc.	*Mai 26	Jun03	A
New Horizon Uranium Corporation	Mai 31	Jun30	AG
New Oroperu Resources Inc.	Jun10	Jun16	AG
Nicer Canada Corp.	Mai 30	Jun30	AG
Pacific Asia China Energy Inc.	*Mai 23	Jun27	S
Poly-Pacific International Inc.	Jun13	Jun25	AS
Rapid Brands Inc.	Jun09	Jun08	A
Sable Resources Ltd.	Mai 26	Jun26	AG
Saputo Inc.	Jun19	Aout06	AG
Skygold Ventures Ltd.	*Avr 18	Jun13	AGS
Steele Ventures Ltd.	Jun13	Jun14	AGS
Strategic Metals Ltd.	Jun18	Jun02	AG
Taransic Resources Inc.	Jun16	Jun17	AG
Telex Resources Group Inc	Mai 26	Jun18	A
Theia Services Ltd.	Jun12	Jun17	AG
Thunderbird Energy Corporation	Jun11	Jun16	AG
Titan Employment Services Ltd.	Jun11	Jun18	AS
Trusco Asia China Industries Ltd	Jun17	Jun12	AGS
Trus Investments Inc.	Jun09	Jun17	AG
UEX Corporation	*Mai 26	Jun25	AG
Vitality Products Inc.	Jun10	Jun15	A
Wildrose Resources Ltd.	*Avr 18	Jun13	S
Wolverine Minerals Corp.	Jun10	Jun15	AG

L'offre prend fin le 1er juin 2008. Forfaits offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau principal et du réseau mobile haute vitesse de Bell Mobilité. Options disponibles sur certains appareils. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris des taxes étrangères) peuvent s'appliquer à l'extérieur de votre zone locale. D'autres frais mensuels tels que e9-1-1 (75¢/mois), accès au réseau (pas des frais du gouvernement; 8,95\$/mois) et frais uniques d'activation d'appareil (35 \$) s'appliquent. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. L'offre est modifiable sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Dans les zones de couverture 1xEV-DO. (2) Exclut Connexion mobile et l'utilisation de votre appareil comme modem pour connecter votre ordinateur portable à Internet; des frais pour utilisation supplémentaire s'appliquent. Le forfait Courriel et Internet Windows/Palm à 15 \$ est uniquement compatible avec les services de courriel personnels (c.-à-d. POP3 ou IMAP). Le forfait BlackBerry à 15 \$ doit être combiné avec un forfait voix. (3) La construction, la circulation, etc peuvent affecter la précision. (4) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait mensuel voix de au moins 20\$/mois ou à un forfait mensuel voix d'au moins 25\$/mois. (5) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait mensuel voix avec un ensemble Amusement d'une valeur min. de 15\$/mois. Le rabais s'applique sur le prix de l'appareil avant les taxes en magasin ou, autrement, sur le compte; prévoir de 4 à 6 semaines. Vous devez conserver l'ensemble Amusement pendant 3 mois suivant l'activation, sinon le rabais sera facturé à votre compte. Les familles de marques, d'images et de symboles relatifs à BlackBerry et à RIM sont la propriété exclusive et des marques de commerce de Research In Motion Limited, usager autorisé; Rumeur est une marque de commerce de LG Electronics Inc.; Microsoft, Windows Live, Windows, Excel et Outlook sont des marques de commerce ou des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis et dans d'autres pays.

# Lacroix perdra son permis de vendeur de fonds communs

DENIS ARCAND

Au point où il en est, enlever à Vincent Lacroix son permis de vendeur de fonds communs doit être aussi effrayant et punitif que de lui enlever sa carte de la bibliothèque municipale de Candiac. Mais certaines évidences sont quand même nécessaires et la syndic adjointe de la Chambre de la sécurité financière, Janine Kean, a indiqué verbalement hier que l'ex-patron de Norbourg est coupable d'avoir dérogé aux règles de la profession en s'appropriant les millions de ses clients.

Le comité présidé par M<sup>me</sup> Kean devrait radier à vie M. Lacroix dans les prochaines semaines, conformément à la suggestion faite hier par le procureur du comité de discipline, M<sup>c</sup> François Longpré. Les membres du comité ont mis leur décision en délibéré, après s'être étonnés, lors des audiences, que la sanction suggérée par M<sup>c</sup> Longpré ne

soit assortie d'aucune amende ni d'ordonnance de remboursement. «Ce n'est pas la culpabilité qui pose problème», a dit la syndic Kean en se levant pour quitter la salle d'audience.

M. Lacroix est passible d'une amende de 6000\$.

M. Lacroix n'était pas présent hier. Mais il avait été visité au

sonnelle; il a déjà été condamné au pénal à une amende de 255 000\$ en plus de sa peine de 12 ans de prison; une amende mettrait la Chambre de sécurité financière en concurrence avec les créanciers de Norbourg qui poursuivent.

Ironie du sort, les audiences d'hier se sont déroulées sur un plancher qui a souvent été foulé du

M. Lacroix, qui en appelle de sa sentence de 12 ans de prison au pénal, pourrait aussi être accusé de fraude au criminel.

## Admissions importantes

Dans son plaidoyer de culpabilité, M. Lacroix fait des admissions importantes qu'il n'a pas faites durant son procès

**Dans son plaidoyer de culpabilité, Vincent Lacroix fait des admissions importantes qu'il n'a pas faites durant son procès au pénal. Or, selon un juriste réputé, ce genre d'admission pourrait être retenu contre lui s'il était accusé au criminel.**

pénitencier de Sainte-Anne-des-Plaines par M<sup>c</sup> Longpré, à qui il a signé le 21 mai une série d'admissions dans son plaidoyer de culpabilité de 7 pages.

Pourquoi pas d'amende? La jurisprudence est comme ça, a dit M<sup>c</sup> Longpré, qui a aussi plaidé qu'il ne sert à rien de fouetter un cheval mort: Lacroix est en faillite per-

pié par M. Lacroix. Le premier bureau de Norbourg, en 2000-2001, était dans les bureaux actuels de la Chambre de sécurité financière, au 26<sup>e</sup> étage de l'édifice d'Air Transat, au 300 rue Léo-Parizeau. «On était au dernier étage, nos fenêtres donnaient du côté du fleuve», a dit hier un des anciens employés de Norbourg à l'époque.

au pénal. Or selon un juriste réputé, ce genre d'admission pourrait être retenu contre celui qui les fait s'il était accusé au criminel.

Le document signé par M. Lacroix détaille une série de transferts irréguliers totalisant 9,9 millions et impliquant Northern Trust et diverses autres

institutions financières utilisées pour détourner l'argent.

Les descriptions de chaque transaction n'impliquent pas spécifiquement M. Lacroix, mais à la fin, il y fait quelques admissions générales, dont celle-ci: «J'admets que les témoignages et la preuve documentaire déposée permettent d'établir l'ensemble des faits générateurs des infractions contenues au chef d'accusation dans la plainte (...) portée contre moi et que je n'ai pas de défense à offrir à l'encontre de ce chef d'infraction.»

M<sup>c</sup> Jean-Claude Hébert n'a pas voulu commenter spécifiquement le cas de M. Lacroix, mais selon lui, une personne qui signe de son plein gré des admissions dans un plaidoyer de culpabilité devant un tribunal disciplinaire pourrait voir la justice criminelle les utiliser durant son procès au criminel. «La Charte protège les gens contre l'auto-incrimination quand ils sont obligés de témoigner devant des instances autres que criminelles», a dit M<sup>c</sup> Hébert. (On sait que M. Lacroix a fait des aveux détaillés au syndic de faillite de Norbourg, mais qui n'ont jamais été utilisés durant son procès au pénal). «Mais si ce n'est pas un témoignage obligé, comme ici, c'est comme quelqu'un qui signerait des aveux à la police.»



## Combiner imagination et innovation

*Le nouveau AkzoNobel*

Et si tous les murs de l'école développaient la créativité de nos enfants ? Et si le revêtement des plateformes pétrolières ressemblait à celui des navettes spatiales ? Et si la couleur des chambres d'hôpitaux aidait les malades à guérir plus rapidement ? Chez le nouveau AkzoNobel, ouverture d'esprit et passion pour la découverte sont notre seconde nature. Nous avons l'expérience et l'expertise pour réaliser ce que nous imaginons. Dans plus de 80 pays, nos 60 000 collaborateurs sont prêts à transformer leurs idées ingénieuses en produits innovants. C'est ainsi que nous sommes devenus le plus grand fabricant de revêtements au monde, le numéro 1 en peintures décoratives et un des leaders en produits chimiques spéciaux. Nous anticipons le futur et nous sommes prêts à relever aujourd'hui les défis de demain.

**SICO C-I-L Glidden International**

Pour découvrir toutes nos marques, rendez-vous sur [AkzoNobel.com](http://AkzoNobel.com)



# LE FORUM ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL DES AMÉRIQUES



## CONFÉRENCE DE MONTRÉAL

LE PLUS IMPORTANT FORUM ÉCONOMIQUE DES AMÉRIQUES  
ÉVÉNEMENT LAURÉAT DU PRIX RAYONNEMENT INTERNATIONAL 2008



# MAÎTRISER LE CHANGEMENT LA GRANDE TRANSITION

14<sup>e</sup> CONFÉRENCE ANNUELLE • HÔTEL HILTON MONTRÉAL BONAVENTURE

**DU 9 AU 12 JUIN 2008**

### QUELQUES CONFÉRENCIERS INTERNATIONAUX CONFIRMÉS



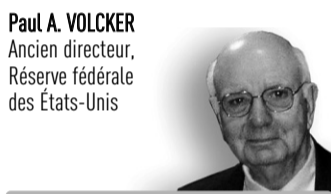
**Michelle BACHELET JERIA**  
Présidente,  
République du Chili



**Patrus ANANIAS DE SOUSA**  
Ministre du développement  
social et de la lutte  
contre la faim,  
République fédérative  
du Brésil



**Henry KISSINGER**  
Ancien Secrétaire  
d'État (É.-U.)  
Récipiendaire du Prix  
Nobel de la paix (1973)



**Paul A. VOLCKER**  
Ancien directeur,  
Réserve fédérale  
des États-Unis



**Dominique STRAUSS-KAHN**  
Directeur général,  
Fonds monétaire  
international (FMI)



**José Miguel INSULZA**  
Secrétaire général,  
Organisation des  
États Américains (OEA)



**Angel GURRÍA**  
Secrétaire général,  
Organisation de  
coopération et de  
développement  
économiques (OCDE)



**Christian NOYER**  
Gouverneur,  
Banque de France



**Andrew FERRIER**  
Chef de la direction,  
Fonterra,  
(Nouvelle Zélande)



**Gérard MESTRALLET**  
Président-Directeur  
Général, SUEZ  
(République française)



**Taieb CHÉRIF**  
Secrétaire général,  
Organisation de  
l'aviation civile  
internationale (OACI)



**Compton BOURNE**  
Président,  
Banque de développement  
des Caraïbes



**Donald KABERUKA**  
Président,  
Banque africaine  
de développement



**Haruhiko KURODA**  
Président,  
Banque asiatique  
de développement



**Jean LEMIERRE**  
Président, Banque  
européenne pour  
la reconstruction  
et le développement  
(BERD)



**John ENGLER**  
Président et chef de  
la direction,  
Association nationale  
des manufacturiers  
(É.-U.)



**Isaad REBRAB**  
Président-directeur  
général,  
Cevital, Algérie



**Guy RYDER**  
Secrétaire Général,  
Confédération Syndicale  
Internationale  
(CSI)  
(Royaume-Uni)



**Christine OCKRENT**  
Directrice générale,  
France Monde



**Charlie ROSE**  
Animateur,  
The Charlie Rose  
Show (PBS)  
(É.-U.)

### AVEC LA PARTICIPATION DE :



**Jean CHAREST**  
Premier Ministre  
Province de Québec



**Shawn GRAHAM**  
Premier ministre de  
la Province du  
Nouveau-Brunswick,  
Canada



**Jim FLAHERTY**  
Ministre des Finances,  
Canada



**Michael FORTIER**  
Ministre des Travaux  
publics et des Services  
gouvernementaux,  
Canada



**Raymond BACHAND**  
Ministre du  
développement  
économique, de  
l'innovation et de  
l'exportation (MDEIE),  
Québec, Canada



**Yolande JAMES**  
Ministre de  
l'immigration et  
des communautés  
culturelles,  
Québec, Canada



**Madeleine MEILLEUR**  
Ministre des Services  
sociaux et  
communautaires,  
Ministre déléguée aux  
Affaires francophones,  
Ontario, Canada



**Sandra PUPATELLO**  
Ministre du  
développement  
économique et du  
commerce (MEDT),  
Ontario, Canada

**www.conferencedemontreal.com • info@conferencedemontreal.com**  
**Tél.: 514 288-5759 • 1 866 865-2225**



Commanditaires majeurs



Commanditaires associés



Commanditaire

HEC Montréal

Médias



Partenaires gouvernementaux



Rolls-Royce mise sur Montréal

# 19,5 millions pour un centre d'entretien de moteurs d'avion

PHILIPPE MERCURE

La multinationale Rolls-Royce a choisi Montréal pour y implanter un nouveau centre de « service après-vente » où seront réparés des moteurs d'avion. Une nouvelle qui consolide 55 emplois existants et qui en créera 70 autres.

La nouvelle chaîne accueillera les moteurs des avions Airbus A319, A320 et A321 pour un séjour entre 25 et 50 jours. Ils y seront réparés et testés sous toutes leurs coutures avant d'être renvoyés à Airbus. Le centre a été construit au coût de 19,5 millions de dollars, dont 2,4 millions proviennent du gouvernement du Québec via Investissement Québec.

Michel Toutant, président et chef de l'exploitation de Rolls-Royce Canada, a tenu hier à féliciter les 1500 employés de Rolls-Royce Canada d'avoir raflé ce nouveau mandat auprès du siège social de la multinationale.

« Il y a un gros marché en Asie et Rolls-Royce a des usines là-bas. Ils en ont aussi en Europe et ils en construisent de nouvelles aux États-Unis. Chaque usine essaie d'aller chercher des mandats et on est très fiers d'être allés chercher celui-là », a-t-il dit hier dans



Michel Toutant, président et chef de l'exploitation de Rolls-Royce Canada (à droite), a tenu hier à féliciter les 1500 employés de Rolls-Royce Canada d'avoir raflé ce nouveau mandat. Sur la photo, il serra la main de Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

les locaux de Rolls-Royce à Lachine, alors que se détachait derrière lui l'un des immenses

moteurs qui seront désormais entretenus sur place. Pour Raymond Bachand,

ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, la nouvelle

d'hier est venue réaffirmer le rôle de Montréal comme plaque tournante internationale de l'aéronautique.

« On est dans une industrie hyperconcurrentielle et les entreprises ont le choix d'investir dans beaucoup d'endroits sur la planète, a-t-il rappelé. Quand on gagne des nouvelles missions mondiales, c'est parce qu'il y a une qualité du travail qui se fait. »

Les moteurs en question, les V2500, sont construits par un consortium formé de Rolls-Royce, Pratt & Whitney, Japanese Aero Engines et l'entreprise allemande MTU Aero Engines.

Montréal privilégié

Montréal devient le seul centre en Amérique du Nord autorisé à les tester et les réparer, une bonne nouvelle pour 55 employés de Rolls-Royce Canada qui, autrement, auraient très bien pu se retrouver à la rue.

« Dans notre business, il est important de remplacer les moteurs qui sont en fin de cycle de vie par des nouveaux, et c'est ce qu'on fait aujourd'hui. Si on n'avait pas réussi à faire ce remplacement, il aurait fallu prendre des décisions au cours des trois prochaines années », explique M. Toutant.

La nouvelle chaîne créera aussi 70 emplois.

Il y a actuellement plus de 5500 moteurs V2500 en service ou dans les carnets de commandes dans le monde, et on continue à en fabriquer.

Les dirigeants de Rolls-Royce Canada ont souligné hier l'importance de créer de nouveaux projets dans un contexte où la hausse du dollar force tous les manufacturiers du pays à revoir leurs stratégies pour demeurer concurrentiels.

LAVAL

# Le géant pharmaceutique Boehringer investit 36 millions

LAURIER CLOUTIER

Le géant pharmaceutique allemand Boehringer Ingelheim vient d'investir 36 millions dans de nouveaux laboratoires, à Laval, où il embauchera 40 chercheurs.

Laval, l'un des quatre principaux centres de recherche de Boehringer Ingelheim dans le monde, pourra ainsi accentuer ses travaux pour découvrir de nouveaux traitements contre les maladies infectieuses graves, en particulier l'hépatite C et le VIH-sida.

C'est ce qu'ont déclaré hier des dirigeants de la pharmaceutique, au cours d'une conférence de presse à laquelle a participé Michael Fortier, ministre fédéral responsable de la région de Montréal, de même que Raymond Bachand, ministre du Développement économique du Québec et Michelle Courchesne, ministre québécoise responsable de la région de Laval.

Les 40 nouveaux chercheurs se joindront à l'équipe de Laval qui en compte déjà 150.

« Les installations de Laval ont déjà contribué à des découvertes scientifiques en virologie », souligne Christian Boehringer, président du comité des actionnaires de la multinationale familiale.

« Par ce nouveau projet d'expansion, Laval poursuivra sa contribution », dit-il. Boehringer Ingelheim doit répondre à des besoins qui ne sont toujours pas satisfaits dans la santé. Laval veut surtout lutter contre l'hépatite C et le VIH-sida, maladies pour lesquelles il n'existe aucun traitement ni vaccin satisfaisants. La gamme de produits de Boehringer Ingelheim comprend déjà les médicaments Viramune et Aptivus pour le traitement du VIH.

Outre celui de Laval, la multinationale allemande comprend trois autres centres principaux, à Biberach en Allemagne, à Ridgefield aux États-Unis et à Vienne, en Autriche, déclare le vice-président du directeur de la société, Andreas Bamer.

Confiance dans le Canada

« Boehringer Ingelheim puise dans le talent, au Québec et au Canada, pour faire la lutte au problème sans cesse grandissant des maladies virales à l'échelle planétaire », dit-il.

« Un investissement d'une telle ampleur témoigne de notre confiance envers la recherche au pays », souligne Ian Mills, président de Boehringer Ingelheim Canada, qui « a besoin de l'ap-

pui d'Ottawa et de Québec, pour continuer ».

L'an dernier, Boehringer Ingelheim a investi 100 mil-

lions dans la recherche au Canada, dont 50 millions à Laval. L'entreprise compte 715 employés au Canada et se classe

parmi les 20 pharmaceutiques les plus importantes au monde. Elle comprend 135 filiales dans 47 pays qui emploient

39 800 personnes, dont 3300 scientifiques.

Ses ventes ont atteint 10,9 milliards d'euros l'an dernier.

**ACTUEL**  
LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Tous les jours dans LA PRESSE

**CINÉMA**  
TOUS LES SCÉNARIOS...

Tous les samedis dans LA PRESSE

Les Automobiles Popular Vorsprung Durch Technik

**Audi**

**C'EST LE TEMPS!**

**A3 2008**

LOCATION 36 MOIS

**TAUX À PARTIR DE 0,5%**

**A6 2008**

LOCATION 36 MOIS

LA RÉFÉRENCE AUDI À MONTRÉAL

**Popular** MONTREAL

5442, St-Hubert, Montréal  
514-270-3566

OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI DE 9 H À 21 H

www.popularaudi.com

LE CERCLE CANADIEN MONTRÉAL THE CANADIAN CLUB

Partenaire principal **Bell**

Déjeuner-conférence

Le lundi 9 juin 2008, 12h à 14h

*Le nouveau refus global : prière de ne pas déranger*

Hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth Grand Salon

**L. Jacques Ménard, O.C.**  
Président du conseil d'administration  
- BMO Nesbitt Burns  
Président - BMO Groupe financier, Québec

COMMANDETAIRES D'ÉVÉNEMENT  
**McCarthy** Tétrault

Réservation avant midi, le jeudi 5 juin 2008 au : [www.canadianclub-montreal.ca](http://www.canadianclub-montreal.ca)

Non-membre	93,13 \$	(taxes incluses)
Table de 8	726,92 \$	(taxes incluses)
Table de 10	908,64 \$	(taxes incluses)

Pour information 514.398.0333

COMMANDETAIRES DE SAISON  
**Financière Sun Life**  
**RBC** Groupe Financier

DÉJEUNER-CAUSERIE

**Bavière-Québec : partenaires dans l'économie du savoir**

**Markus Sackmann**  
Ministre délégué de l'Économie, des Infrastructures, des Transports et de la Technologie de l'État de Bavière

Le 8 mai dernier, le premier ministre du Québec, Jean Charest, et le ministre-président de la Bavière, Günther Beckstein, ont consolidé le partenariat entre le Québec et la Bavière en signant une déclaration commune concernant les secteurs clés de la future coopération. C'est dans ce contexte que M. Markus Sackmann, accompagné d'une délégation de 29 entrepreneurs, chercheurs, et experts, incluant deux membres du Parlement bavarois, rencontrera la communauté d'affaires montréalaise pour présenter les opportunités pour les entreprises québécoises dans le cadre du partenariat Bavière-Québec.

LE CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

Après son allocution, M. Sackmann répondra aux questions de l'auditoire.

**Admission :**  
Membre CORIM, REPEX, ou MEQ : 60.00\$  
Non-Membre : 90.00\$  
Table (8) Membres CORIM, REPEX ou MEQ : 420.00\$  
Table (8) Non-Membres : 650.00\$

**En collaboration avec :**

Représentation de l'État de Bavière au Québec

**Manufacturiers et Exportateurs du Québec**

**REPEX**  
REGROUPEMENT DES PROFESSIONNELS DE L'EXPORTATION

**Inscription :** [www.corim.qc.ca](http://www.corim.qc.ca)  
**Information :** (514) 340-9622

Avec l'appui de :

**IQ Investissement Québec**

**LA PRESSE**  
cyberpresse.ca

**AÉRO MONTRÉAL**  
Grappe aérospatiale du Montréal métropolitain

**SIEMENS**

**AVIS DE NOMINATION**

**Canadian Electricity Association**  
Association canadienne de l'électricité

**Le conseil d'administration de l'Association canadienne de l'électricité (ACÉ) a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Pierre Guimond au poste de président-directeur général de l'Association.**

Avant de se joindre à l'ACÉ, M. Guimond a été directeur des relations avec le gouvernement fédéral pour le compte d'Ontario Power Generation Inc. (OPG). À partir de 2003, il a été détaché à l'Association nucléaire canadienne, où il a coordonné les activités réglementaires et dirigé les initiatives d'élaboration de politiques visant à améliorer les cadres législatifs et réglementaires dans le domaine du nucléaire. Il a aussi été porte-parole de l'industrie nucléaire et a contribué à favoriser l'acceptation par le public de la réémergence du nucléaire en tant qu'option énergétique viable au Canada.

Depuis le début de sa carrière, M. Guimond a joué plusieurs rôles dans les sphères des relations gouvernementales et de la politique. De 1991 à 1999, il a d'ailleurs été responsable des activités de relations gouvernementales de l'ACÉ. Il avait auparavant dirigé le Programme de subventions et de contributions à Consommation et Affaires commerciales Canada (aujourd'hui Industrie Canada), où il a mis en oeuvre un programme de réglementation dans le domaine de la protection des consommateurs.

M. Guimond a également été chef de cabinet et conseiller politique d'un certain nombre de ministres fédéraux. Il a notamment été chef de cabinet du président de la Chambre des communes, feu l'honorable James Jerome, en 1979.

Pierre Guimond est né à Sudbury, en Ontario, et vit dans la région de la Capitale nationale depuis plus de trente ans. Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Carleton.

L'ACÉ, qui a été fondée en 1891, est l'association nationale de l'industrie canadienne de l'électricité. Ses membres veillent à assurer un service d'électricité fiable d'un océan à l'autre.



# LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

## LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION	
		NET	EN %
<b>AMÉRIQUE DU NORD/SUD</b>			
NASDAQ	2 444,67	fermé	fermé
S&P 500 (New York)	1 375,93	fermé	fermé

Mexico Bolsa	31 314,55	245,85	0,79
Brazil Bovespa Stock	71 628,74	176,94	0,25

EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3 162,16	-7,27	-0,23
FTSE 100 (Angleterre)	6 087,30	-94,30	-1,53
CAC 40 (France)	4 937,84	4,07	0,08
DAX (Allemagne)	6 953,84	9,79	0,14
IBEX 35 (Espagne)	13 583,70	6,10	0,05

Milan MIB30 (Italie)	33 804,00	-70,00	-0,21
Amsterdam Exchanges	478,29	-0,10	-0,02
Swiss Market (Suisse)	7 363,90	-96,04	-1,29

ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	13 690,19	-322,01	-2,30
Hang Seng (Hong Kong)	24 127,31	-586,76	-2,37
S&P/ASX 200 (Australie)	5 707,00	-61,00	-1,06
Shanghai (Chine)	3 364,54	-108,55	-3,13

## LES DEVISES DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9529
Bésil	real	0,5987
Chine	renminbi	0,1430
Grande-Bretagne	livre	1,9659
Hong Kong	dollar	0,1271

Inde	roupie	0,0232
Japon	yen	0,0096
Mexique	peso	0,0954
Norvège	couronne	0,1978
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7807
Russie	rouble	4,2151
Suède	couronne	0,1679
Suisse	franc	0,9684

## DOLLAR CANADIEN



<b>100,81</b> ¢US
VARIATION <b>-0,38</b> ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US <b>99,20</b> ¢

<b>0,6392</b> €
VARIATION <b>-0,0016</b> €
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro <b>1,5645</b> \$

## PÉTROLE

West Texas Intermediate	<b>131,50</b> \$US	fermé
VARIATION		fermé
Light Sweet Crude		fermé
North Sea Brent		fermé

## OR

New York	<b>925,80</b> \$US	fermé
VARIATION		fermé
En dollars canadiens	<b>918,39</b> \$	

Les cotes boursières en direct sur [lapresseaffaires.com](http://lapresseaffaires.com)

# Un géant pétrolier chinois serait intéressé par Talisman

LAUREN KRUGEL  
LA PRESSE CANADIENNE

CALGARY — Une semaine après avoir annoncé son intention de se départir de certains actifs, Talisman Energy (TSX: TLM) a vu son titre stimulé hier par des rumeurs voulant que le géant pétrolier CNOOC soit intéressé à la racheter, en tout ou en partie.

Selon le *South China Morning Post*, un journal de langue anglaise de Hong-Kong, CNOOC (China National Offshore Oil Corporation), détenu par l'État chinois, aurait entamé des pourparlers avec Talisman qui pourraient se traduire par l'achat d'actifs ou une prise de contrôle complète.

« Nous ne commentons pas les rumeurs », a affirmé la porte-parole de Talisman, Teri Keyser, en réponse à l'article du quotidien, qui ne dévoilait pas ses sources.

L'action de Talisman a pris 1,51 \$, soit 6,5 %, pour clôturer à 24,70 \$ à la Bourse de Toronto.

### Avantages et inconvénients

L'analyste Philip Skolnick,



PHOTO ARCHIVES CNN/MATTHEWS

Le titre de Talisman Energy a été stimulé hier par des rumeurs voulant que le géant pétrolier CNOOC soit intéressé à l'acheter, en tout ou en partie.

chez Genuity Capital Markets, voit des arguments pour et contre un accord avec CNOOC

sur sa vente ou celle d'éléments d'actifs. « Tout le monde sait que

Talisman veut vendre des actifs », a fait remarquer M. Skolnick.

La semaine dernière, Talisman a annoncé qu'elle se déferait de ses actifs non essentiels aux Pays-Bas, au Danemark, à Trinité-et-Tobago, au Royaume-Uni et en Amérique du Nord. La société compte récolter jusqu'à 2 milliards d'ici la fin de l'année prochaine grâce à ces ventes.

« Talisman est un gros producteur et cela pourrait jouer en faveur de cette transaction, parce que CNOOC veut augmenter sa production, a affirmé M. Skolnick. Aussi, ils sont présents en Asie. »

### Vendre l'entreprise ?

D'un autre côté, M. Skolnick ne croit pas que le chef de la direction de Talisman, John Manzoni, qui a remplacé Jim Buckee il y a moins d'un an, voudrait vendre l'entreprise après avoir travaillé pour en améliorer la performance et réviser la stratégie.

« Je ne sais pas si Manzoni a vraiment été engagé pour vendre la compagnie. Je crois que c'était davantage pour la changer », a poursuivi l'analyste.

Plus tôt cette année, Talisman et CNOOC ont mis fin à un litige en justice à propos du projet de gaz naturel liquéfié Tangguh. Talisman a versé 212,5 millions US à CNOOC en échange d'une participation de 3,06 % dans le projet.

Le *South China Morning Post* a aussi rapporté dans son numéro d'hier que PetroChina examinerait la possibilité d'acquérir une participation dans l'australienne Santos, une entreprise productrice de gaz naturel et de pétrole.

# Cott est en effervescence

Son action, en baisse après des années de pertes, a remonté hier

ROMINA MAURINO  
LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le producteur de boissons gazeuses Cott (TSX: BCB), qui traverse une période difficile, a vu le cours de ses actions augmenter de 13,8 %, hier, après qu'un fonds de placement spéculatif américain eut exercé des pressions afin d'obtenir un remaniement de direction.

Toutefois, des observateurs de l'industrie s'interrogeaient quant au bien-fondé d'un tel change-

ment, les problèmes de l'entreprise découlant de coûts élevés et de marges peu élevées.

L'action de Cott, en baisse après des années de pertes, a fini la journée à 3,61 \$, hier à la Bourse de Toronto, après que la firme new-yorkaise Crescendo Partners eut annoncé avoir acquis une participation de 8,7 % dans l'entreprise et souhaiter que des modifications soient apportées au chapitre des activités de la société et à celui de sa direction.

Les actions de Cott, qui

valaient plus de 17 \$ il y a un an, s'échangeaient contre aussi peu que 1,74 \$, en mars. Au cours actuel du titre, la valeur boursière de l'entreprise est de quelque 250 millions.

La direction de Crescendo a fait savoir vendredi qu'elle rencontrerait les dirigeants de Cott afin de discuter de la performance de la société, de même que « de possibles changements dans la composition de l'équipe de direction et du conseil d'administration », estimant que l'ac-

tion était « très sous-évaluée », mais qu'elle représentait aussi une « occasion d'investissement attrayante ».

Peter Holden, analyste chez Veritas Investment Research, a affirmé qu'il était trop tôt pour dire quel impact pourrait avoir Crescendo sur Cott, la société n'ayant donné aucune précision quant à ce qu'elle envisageait comme mesure susceptible de maximiser la valeur.

Cott n'a pas rappelé pour commenter la situation.

## EN BREF

### BCE : la Cour suprême accepte la procédure accélérée

Comme le souhaitait BCE, la Cour suprême du Canada entendra rapidement l'appel de la décision de la Cour supérieure qui menace de faire avorter l'acquisition de la société. Le tribunal n'a pas encore décidé de la date d'audition, mais il a accepté la procédure accélérée réclamée par BCE. Les porteurs de débentures de Bell Canada, filiale du géant des télécommunications BCE, s'opposent à ce que ce dernier obtienne une décision rapide de la Cour suprême du Canada, à laquelle il a demandé d'infirmier un jugement de la Cour d'appel du Québec qui met en péril la plus importante prise de contrôle de société de l'histoire du Canada.

Au moyen d'une requête soumise hier auprès du plus haut tribunal au pays, les détenteurs d'obligations ont affirmé que la date limite du 30 juin, avant laquelle BCE souhaite connaître le jugement du tribunal, était « artificielle » et qu'elle découlait seulement de l'entente passée entre BCE et le consortium qui souhaite en faire l'acquisition. À la Bourse de Toronto, le cours de l'action de BCE a terminé la journée à 33,76 \$, en hausse de 16 cents. La Presse Canadienne

# Toronto attend les résultats des banques

## REVUE BOURSIÈRE

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La Bourse de Toronto a terminé la séance d'hier en hausse, les titres pétroliers ayant profité des nouveaux gains du cours du pétrole brut, tandis que les actions financières étaient sous pression à la veille du dévoilement des premiers résultats trimestriels des grandes banques canadiennes.

Les volumes du parquet torontois étaient plus maigres qu'à l'habitude, les marchés américains étant fermés à l'occasion du congé férié du Memorial Day.

« Dans l'ensemble, il n'y a pas grand-chose d'excitant sur ce marché aujourd'hui », a observé Fred Ketchen, responsable du commerce de valeurs mobilières chez Scotia Capitaux.

L'indice composite S&P/TSX a gagné 35,21 points, à 14 758,57 points, après avoir encaissé un recul de 1,75 % la semaine dernière.

La Bourse de croissance du TSX a progressé de 12,38 points, à 2718,75 points, tandis que le

dollar canadien cédait 0,38 cents US à 100,81 cents US.

L'activité sur le parquet torontois cette semaine dépendra beaucoup des résultats des banques, a estimé M. Ketchen.

« Je ne crois pas qu'il y aura de grandes surprises. Je crois que tout ce qui devait être dévoilé a déjà été dévoilé. La seule question qui reste touche la CIBC (TSX: CM) – ils pourraient avoir de nouvelles dévaluations d'importance. »

L'indice du secteur financier a gagné 0,2 % avant le début de la semaine des résultats trimestriels des banques. La Banque Scotia (TSX: BNS) et la Banque de Montréal (TSX: BMO) ouvriront le bal aujourd'hui. La Banque TD (TSX: TD) dévoilera ses résultats demain, tandis que la Banque CIBC, la Banque Royale (TSX: RY) et la Banque Nationale (TSX: NA) suivront jeudi.

L'action de la CIBC a retraité de deux cents à 72,23 \$ hier, tandis que celle de la Royale a pris 33 cents à 50,15 \$. La Banque Scotia a affiché la meilleure performance du groupe hier, grimpant de 60 cents à 48,20 \$.

Le secteur de l'énergie a pris 0,6 %, le baril de pétrole brut

progressant de 76 cents US à 132,95 \$ US en fin d'après-midi.

Le cours du baril de pétrole brut a franchi la semaine dernière la barre des 135 \$ US, mais l'homme d'affaires de réputation internationale Georges Soros a estimé dans un interview publié hier que les prix « paraboliques » du pétrole ont été de plus en plus gonflés par la spéculation, laquelle a créé une bulle.

D'un autre côté, le président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Chakib Khelil, a prédit que les prix du pétrole continueront de grimper parce que la chute du billet vert américain encourage les investisseurs à acheter des ressources premières.

L'action de Petro-Canada (TSX: PCA) a glissé de 76 cents à 58,42 \$, tandis que celle de Suncor Energy (TSX: SU) a progressé de 90 cents à 71,24 \$.

Les actions des métaux de base ont retraité, le titre de Teck Cominco (TSX: TCK.B) lâchant 84 cents à 48,95 \$.

Le groupe des services publics a enregistré la meilleure performance, avec une progression de 1,5 %. Dans ce secteur, l'action de Fortis (TSX: FTS) a grimpé de 57 cents à 27,67 \$.

## LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 945,50	2 992,00
	3 mois	2 988,00	2 989,00
	15 mois	3 095,00	3 143,00
CUIVRE (A)	Comptant	8 278,00	8 420,00
	3 mois	8 150,00	8 155,00
	15 mois	7 935,00	8 040,00
PLOMB	Comptant	1 998,00	2 097,50
	3 mois	2 018,00	2 020,00
	15 mois	2 072,00	2 155,00
NICKEL	Comptant	23 355,00	24 455,00
	3 mois	23 505,00	23 510,00
	15 mois	23 360,00	24 275,00
ÉTAIN	Comptant	23 690,00	24 420,00
	3 mois	23 675,00	23 700,00
	15 mois	23 670,00	24 350,00
ZINC	Comptant	2 111,50	2 169,00
	3 mois	2 140,00	2 145,00
	15 mois	2 203,00	2 242,00

Dollars US par tonne métrique  
Source : London Metal Exchange

## LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
<b>LE GOUVERNEMENT DU CANADA</b>				
Canada	6,00	01-06-2008	100,02	2,57 -0,01
Canada	5,50	01-06-2009	102,63	2,83 -0,03
Canada	9,50	01-06-2010	112,58	3,00 -0,06
Canada	9,00	01-03-2011	115,52	3,08 -0,05
Canada	6,00	01-06-2011	108,21	3,11 -0,05
Canada	10,25	15-03-2014	136,06	3,35 -0,15
Canada	9,75	01-06-2021	159,33	3,89 -0,15
Canada	8,00	01-06-2023	145,12	3,97 -0,15
Canada	8,00	01-06-2027	151,11	4,10 -0,09
Canada	5,75	01-06-2029	122,98	4,10 -0,08

LES PROVINCES				
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	159,71	4,56 -0,14
Manitoba	7,75	22-12-2025	135,70	4,73 -0,08
New Brunswick	5,70	02-06-2008	100,03	1,69 0,00
New Brunswick	6,00	27-12-2017	112,73	4,35 -0,13
Newfoundland	6,15	17-04-2028	117,47	4,77 -0,07
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	122,98	4,75 -0,07
Ontario	6,25	25-08-2028	118,87	4,78 -0,07
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	115,28	3,94 0,00
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	143,85	4,71 -0,08
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	142,52	4,72 -0,08
PEI	8,50	27-10-2015	127,58	4,13 -0,14
Québec	6,00	01-10-2029	115,27	4,84 -0,07

LES CORPORATIONS				
Bank Of N S	5,65	22-07-2008	100,33	3,29 -0,01
Bell Canada	7,00	24-09-2027	93,46	7,65 -0,05
Bombardier	7,35	22-12-2026	97,00	7,65 0,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	100,08	1,53 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	106,10	5,58 -0,06
Gtaa	6,45	03-12-2027	112,04	5,44 -0,06
Investors Gr	6,65	13-12-2027	105,77	6,13 -0,06
Westcoast Ene	6,75	15-12-2027	111,14	5,79 -0,06

# LE BONHEUR ÇA SE TRAVAILLE!



## « ...et ça se protège.

Quand on utilise **CV confidentiel**, Workopolis ne divulgue pas notre identité à ceux qu'on désire tenir à l'écart (comme notre employeur actuel). Ça, c'est cool!

Avec plus d'offres d'emplois de qualité que tout autre site au Québec, workopolis.com m'offre une meilleure chance de trouver un emploi, à moi et à plus d'un million de candidats québécois qui le visitent chaque mois.



**workopolis.com**

LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC

